



## COMMUNIQUE DE PRESSE INTERSYNDICAL

**A l'appel des organisations syndicales CGT – CFDT – FO – SUD de l'AFPA, un rassemblement régional aura lieu avec les salariés le 31 janvier à 10H à Marseille, devant la préfecture, avec point presse et demande d'audience au préfet.**

L'annonce par la direction nationale d'un Plan de sauvegarde de l'emploi le 18 octobre dernier représente une menace de fermeture pour 38 centres de formation en France, pouvant entraîner au maximum 1 995 licenciements pour motif économique. En région Sud PACA, cela représenterait 186 suppressions d'emplois et 3 fermetures de centres (Gap, Istres et Cannes). Afin de dénoncer les conséquences de ce plan et défendre l'avenir de cet établissement public qui a formé un actif sur 8 depuis plus de 70 ans en France, les organisations syndicales et le personnel se réuniront devant la préfecture à 10H.

Il sera notamment évoqué l'initiative « Territoires d'industrie » lancée par le gouvernement fin novembre 2018. Tout un ensemble de mesures sont prévues pour une « démarche de reconquête industrielle ». Paradoxalement, les 3 centres menacés de fermeture en région figurent sur la liste des 124 territoires ciblés pour en bénéficier. Alors que le PIC (Plan Investissement Compétence) est avancé comme un des outils phare du gouvernement, entre autres mesures, pour financer la formation des personnes les plus éloignés de l'emploi, on ne peut que s'étonner de voir l'Etat cautionner la disparition des centres du premier organisme de formation professionnelle pour Adultes.

Où est la cohérence de vouloir faciliter le recrutement pour les métiers de l'industrie dans les territoires, alors qu'en même temps l'Etat vote au conseil d'administration la disparition de l'Afpa dans ces mêmes territoires ? Comment les contrats de filière pourront-ils vivre avec une offre et une expertise en moins ? Comment l'Etat va-t-il garantir l'égal accès à la formation dans des territoires déjà malmenés, pour des publics toujours plus fragilisés ?

Par ailleurs, le Conseil Régional est aussi en grande partie responsable de la situation économique de l'AFPA en région, par la baisse des crédits alloués à la formation et les modalités d'achat au moins disant. Ces choix politiques mettent en concurrence des organismes avec pour conséquence une qualité de prestations forcément dégradée qui pénalise l'ensemble des usagers.

Les organisations syndicales veulent engager les représentants de l'Etat à mesurer l'impact économique et social autant pour l'AFPA et ses salariés, que pour la dynamique de lutte contre le chômage dans la région. Il est encore temps de reconsidérer cette stratégie pour la transformer en une occasion unique de réussite, cohérente, pour l'emploi et l'avenir.

Marseille, le 21 janvier 2019

Contacts presse :

CGT: Sylvain BEGO GHINA 06 80 30 98 21; CFDT : Patrick DAPCHIER 06 27 46 46 30 ;

FO: Yannick GIRARDIN 06 13 81 59 44 SUD : Sylvie DEBOIS 06 35 41 95 24